

Communiqué de presse

Les Académies revendiquent une politique climatique plus sévère après 2020

Berne, le 30 novembre 2016

Les Académies suisses des sciences saluent l'orientation de la politique climatique proposée par le Conseil fédéral dès 2020. Néanmoins, elle ne suffit pas pour atteindre les objectifs de réduction fixés par les accords internationaux. C'est pourquoi les Académies réclament que les mesures soient orientées de manière conséquente vers une atteinte de ces buts. Les Académies sont critiques quant à une adhésion au système européen d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre : la quantité des certificats émis par l'UE est bien trop élevée et ne correspond pas aux objectifs visés. De plus, les Académies recommandent d'augmenter l'objectif de réduction de 30 à 40% pour approcher plus rapidement le but de zéro émission et d'éviter ainsi des investissements massifs plus tard.

Dans leur prise de position, les Académies suisses des sciences saluent en principe l'orientation de la politique climatique proposée par le Conseil fédéral. Elles soutiennent de manière unanime l'adhésion de la Suisse à l'accord de Paris. Les scientifiques mettent néanmoins le doigt sur le potentiel d'amélioration dans divers domaines et dans le choix des horizons de temps. Dans leur prise de position sur la proposition du Conseil fédéral, les chercheurs revendiquent des instruments qui augmentent les chances d'atteindre les objectifs de réduction fixés. Ceux-ci ne sont pas atteignables avec la proposition actuelle. Les experts-es suggèrent par exemple qu'une taxe sur le CO_2 incluant le trafic puisse être augmentée, aussi longtemps que les objectifs de diminution ne sont pas atteints. Une alternative serait de limiter le nombre de certificats dans le système d'échange de quotas d'émission en accord avec le but fixé.

30 pourcent de réduction intérieure comme minimum absolu

Pour les Académies, une réduction des émissions intérieures de 30% d'ici 2030 est le minimum absolu. Ces réductions doivent être contraignantes et des mesures prévues pour garantir que les buts fixés soient atteints. Une réduction de 40% au moins comparée à 1990 est fortement recommandée. Plus l'économie retardera une baisse des émissions, plus les efforts devront être importants plus tard dans le but de limiter le réchauffement à 2°C. Une action rapide est nécessaire en particulier pour l'industrie du bâtiment dont les cycles d'investissements sont longs. Pour les nouveaux bâtiments, le chauffage sans émissions de CO₂ devrait être standardisé. Le soutien aux mesures d'assainissement ne peut pas être supprimé sans remplacement.

La science sceptique envers le système d'échange de quotas d'émission européen Les Académies sont critiques face à une adhésion au système européen d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre. Une adoption est seulement judicieuse si le système européen réduit le nombre de certificats de telle manière qu'ils correspondent aux objectifs de réduction des émissions. Actuellement, le nombre de certificats délivrés est bien trop élevé et leurs prix trop bas. Dans sa forme actuelle, cet instrument s'avère inefficace.

De plus amples Informations auprès de:

Urs Neu, directeur adjoint ProClim T +41 31 306 93 52 urs.neu@scnat.ch

Karin Ammon, directrice ProClim T +41 31 306 93 51 karin.ammon@scnat.ch

http://akademien-schweiz.ch/fr/index/Publikationen/Stellungnahmen.html

Les **Académies suisses des sciences** regroupent les quatre académies scientifiques suisses : l'Académie suisse des sciences naturelles (SCNAT), l'Académie suisse des sciences humaines et sociales (ASSH), l'Académie suisse des sciences médicales (ASSM) et l'Académie suisse des sciences techniques (SATW). Elles comprennent en outre les centres de compétences TA-SWISS et Science et Cité ainsi que d'autres réseaux scientifiques. Les Académies suisses des sciences promeuvent la collaboration entre les scientifiques à l'échelon régional, national et international. Elles représentent la communauté scientifique aussi bien sur le plan des disciplines qu'au niveau interdisciplinaire et indépendamment des institutions et des branches spécifiques. Leur activité est orientée vers le long terme et vise l'excellence scientifique. Elles se fondent sur les savoirs scientifiques pour conseiller les politiques et le public sur des questions touchant de près la société.